

Allemagne

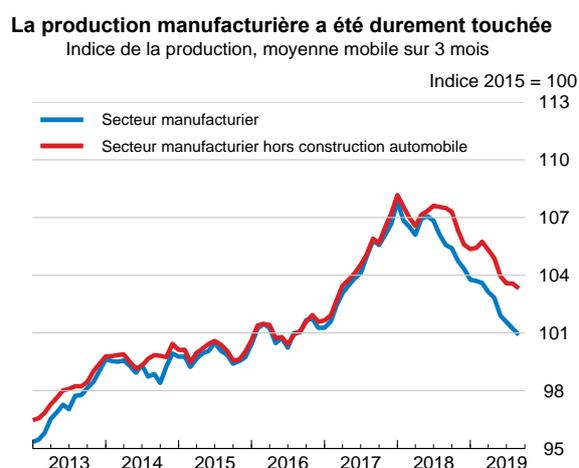
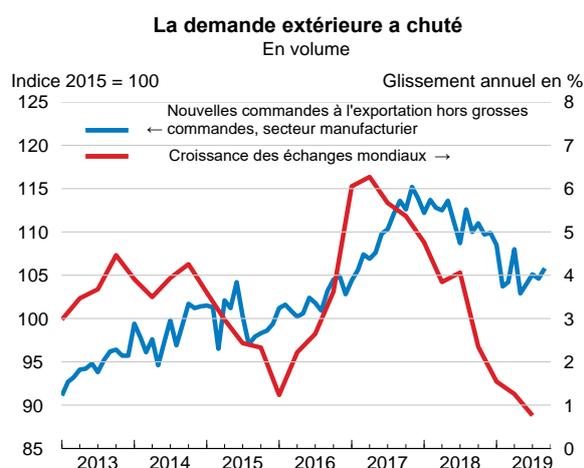
Dépendante de ses exportations, l'économie allemande a été très durement touchée par la stagnation du commerce mondial, et ses carnets de commandes à l'exportation et sa production industrielle ont chuté. Après une hausse estimée à 0.6 % pour 2019, le PIB devrait connaître un taux de croissance de seulement 0.4 % en 2020 et 0.9 % en 2021. La persistance des différends commerciaux et des incertitudes entourant le Brexit pèse sur la confiance des entreprises et l'investissement. La consommation privée et la construction devraient continuer de bien résister, mais les faiblesses du secteur manufacturier rejailliront sur le reste de l'économie. Cependant, au vu des pénuries de main-d'œuvre qualifiée et des dispositifs permettant une certaine flexibilité du temps de travail, aucune dégradation notable du marché du travail ne devrait être observée.

L'orientation expansionniste de la politique monétaire et budgétaire continuera de soutenir la croissance. Compte tenu des investissements nécessaires dans de nombreux secteurs d'infrastructures et du ralentissement de l'économie, les marges budgétaires admissibles en vertu de la règle de frein à l'endettement devraient être mises à profit pour conforter la croissance à long terme et faciliter la transition vers une économie à faible intensité en carbone.

Les faiblesses de la demande extérieure sont compensées par les forces du marché intérieur

La faiblesse persistante des échanges mondiaux a contribué à un nouveau repli de la production industrielle et à un ralentissement de l'économie allemande. Les perspectives à l'exportation restent moroses et les nouvelles commandes se sont stabilisées à un niveau peu élevé. L'investissement des entreprises est également en recul, la confiance des entreprises du secteur manufacturier continuant de s'effriter. Si le repli initial de la production à la fin de 2018 a été en partie imputable à des ruptures temporaires d'approvisionnement, liées à l'application de nouvelles normes d'émission aux véhicules à

Allemagne 1



Source : Statistisches Bundesamt; Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 106 ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934045392>

Allemagne : Demande, production et prix

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
Allemagne						
PIB aux prix du marché	3 128.4	2.8	1.5	0.6	0.4	0.9
Consommation privée	1 646.5	1.6	1.2	1.4	1.1	1.2
Consommation publique	620.0	2.4	1.4	1.9	1.7	1.8
Formation brute de capital fixe	633.7	3.1	3.5	2.7	0.4	1.4
Demande intérieure finale	2 900.2	2.1	1.8	1.8	1.1	1.4
Variation des stocks ¹	- 0.2	0.4	0.3	-0.5	0.1	0.0
Demande intérieure totale	2 900.0	2.6	2.1	1.2	1.2	1.4
Exportations de biens et services	1 436.3	5.5	2.3	0.8	-0.1	1.3
Importations de biens et services	1 207.9	5.7	3.7	2.3	1.4	2.3
Exportations nettes ¹	228.4	0.4	-0.4	-0.6	-0.6	-0.4
<i>Pour mémoire</i>						
PIB sans ajustements jours travaillés	3 134.1	2.5	1.5	0.5	0.8	0.9
Déflateur du PIB	-	1.1	1.5	1.9	1.9	1.9
Indice des prix à la consommation harmonisé	-	1.7	1.9	1.3	1.2	1.5
IPCH sous-jacent ²	-	1.3	1.3	1.2	1.1	1.5
Taux de chômage (% de la population active)	-	3.8	3.4	3.1	3.2	3.3
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	-	10.4	11.0	11.0	10.9	10.8
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	-	1.2	1.9	1.0	0.3	-0.2
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	-	74.1	70.3	68.5	67.5	67.0
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	-	65.2	61.8	60.0	59.0	58.5
Balance des opérations courantes (% du PIB)	-	8.1	7.5	7.3	6.5	6.1

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

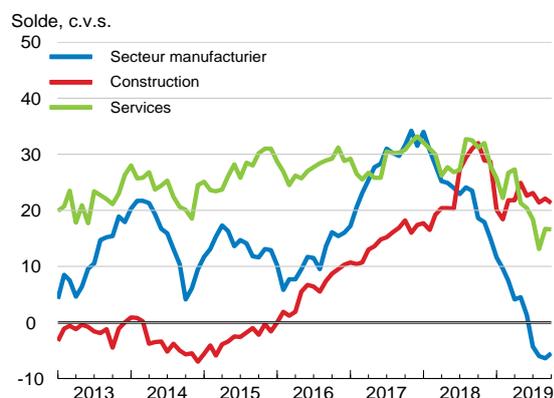
2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 106.

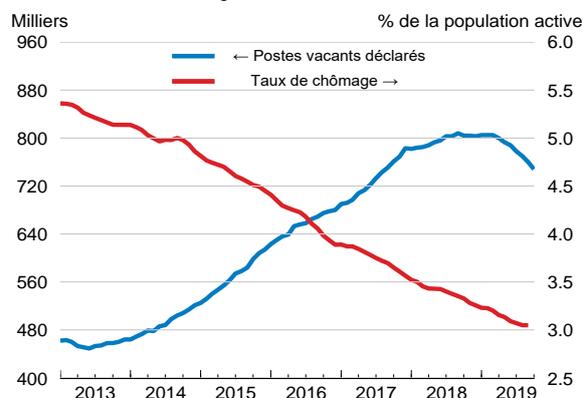
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934046418>

Allemagne 2

Des retombées sur les marchés intérieurs sont visibles
Climat des affaires de l'institut ifo



Le marché du travail reste tendu
Données corrigées des variations saisonnières



Source : Ifo Business Survey ; Deutsche Bundesbank ; et Statistisches Bundesamt.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934045411>

moteur, la faiblesse de l'activité a désormais gagné l'ensemble des secteurs industriels. Les constructeurs automobiles se trouvent confrontés à un défi d'ordre structurel, celui de passer à la production de véhicules à faibles émissions. Enfin, bien que le niveau de confiance soit encore élevé dans les secteurs de services, la dégradation des anticipations des entreprises laisse penser qu'un certain effet de contagion gagne ces secteurs, en particulier dans les services aux entreprises en lien étroit avec l'industrie.

La croissance de l'emploi a marqué le pas au cours de 2019, mais demeure positive, et le taux de chômage reste à un niveau historiquement bas. Cela étant, le nombre d'emplois non pourvus a amorcé un recul ces derniers mois, certes en partant d'un niveau initialement très élevé. Le nombre d'entreprises ayant l'intention de recourir au dispositif subventionné du chômage partiel est reparti à la hausse. La consommation privée est portée par la hausse du revenu disponible des ménages, qui augmente du fait des mesures budgétaires et de la progression des salaires, supérieure à 3 % au deuxième trimestre. L'inflation, globale et sous-jacente, s'est établie autour de 1.5 % au premier semestre de 2019, mais s'est repliée au troisième trimestre. Malgré une érosion au fil de l'année, la confiance des consommateurs est toujours élevée. Le secteur de la construction est resté solide et les entreprises du secteur sont confiantes. Le ralentissement de l'investissement résidentiel au deuxième trimestre a été en grande partie temporaire, des conditions météorologiques relativement clémentes ayant permis de multiplier les chantiers pendant les mois d'hiver, et les carnets de commandes sont encore bien remplis.

Il existe une marge de manœuvre budgétaire pour parer au ralentissement de l'activité

La politique budgétaire a été expansionniste cette année, avec la mise en œuvre de diverses mesures adoptées par la coalition gouvernementale, notamment l'augmentation des abattements fiscaux, des allocations pour enfant à charge et des pensions de retraite. Certaines de ces mesures auront également un effet stimulant sur la demande en 2020, mais dans une mesure moindre par rapport à 2019. En 2021, un nouveau relèvement des allocations pour enfants à charge et la réforme, nécessaire, de la contribution de solidarité (*Solidaritätszuschlag*), introduite dans les années 1990 pour financer le coût de la réunification, insuffleront une légère dynamique à l'économie.

Compte tenu d'une économie qui ralentit et d'un retard des investissements dans de très nombreux secteurs d'infrastructures, notamment l'internet haut débit, le réseau routier, les établissements scolaires, le logement, l'énergie, la gestion des déchets et de l'eau, les marges budgétaires disponibles devraient être utilisées pour conforter la croissance à long terme, favoriser la cohésion régionale et accélérer la transition vers une énergie et des transports plus écologiques et à faible intensité d'émission. Parallèlement, il faut remédier en urgence aux limitations en moyens financiers et humains qui pèsent sur la planification des projets dans de nombreuses municipalités, en améliorant la formation et le développement de capacités au niveau local. Les tensions exercées sur les capacités dans le secteur de la construction et sur le marché du travail sont également un frein à une montée en régime immédiate de l'investissement public sans augmentation de coûts, même si cette difficulté pourrait être surmontée en recourant à de la main-d'œuvre étrangère là où les pénuries d'effectifs brident l'augmentation de la production. Quoi qu'il en soit, les choses pourraient évoluer si les faiblesses économiques d'aujourd'hui devaient perdurer. Les plans de dépenses actuellement prévus sont insuffisants pour résorber l'arriéré d'investissements.

En dépit du projet de loi sur les aides financières aux régions minières et du plan climat (« paquet climat »), le budget fédéral devrait, selon les prévisions, rester à l'équilibre. Il est crucial d'utiliser la marge de manœuvre budgétaire disponible, laquelle s'est élargie compte tenu de la diminution des coûts d'emprunt pour les pouvoirs publics, car la politique monétaire est d'ores et déjà expansionniste et il n'est guère possible d'aller au-delà. La persistance de taux d'intérêt bas ne fait qu'amplifier les risques qu'un niveau d'endettement élevé et une expansion du crédit qui s'accélère font courir en termes de stabilité financière. En juillet 2019, l'autorité de surveillance financière a porté à 0.25 % le taux du volant de fonds propres contracyclique afin de renforcer la capacité de résistance du système bancaire.

L'affaiblissement persistant de la demande extérieure constitue un risque pour la croissance économique

Face à une demande mondiale qui devrait rester faible au cours de la période de prévision, la production n'augmentera que modestement en 2020, avant de s'orienter progressivement à la hausse en 2021. Le chômage ne devrait monter que légèrement, la flexibilité des dispositifs subventionnés de chômage partiel permettant d'absorber une partie des ressources de main-d'œuvre excédentaires tant que le ralentissement de l'activité est temporaire. Sans compter que les employeurs répugneront à se séparer d'une main-d'œuvre qualifiée : en effet, la proportion d'entreprises percevant le déficit de personnel qualifié comme un risque pour leur développement a nettement augmenté au cours des dix dernières années. Un marché du travail solide et des mesures budgétaires de modeste ampleur permettront de soutenir la consommation intérieure, tandis que la construction résidentielle devrait progresser pour exécuter les commandes n'ayant pu être honorées, à mesure que les contraintes de capacités s'allègeront. L'inflation se maintiendra bien en deçà de 2 %.

Étant une économie exportatrice, l'Allemagne est particulièrement exposée aux risques extérieurs et à un nouveau fléchissement du commerce mondial. Une aggravation des dissensions commerciales, un ralentissement plus marqué que prévu en Chine ou une poursuite des incertitudes relatives à l'issue du Brexit pourraient assombrir les perspectives et accroître le risque d'une contagion d'envergure à l'économie allemande et à son marché du travail. Les transformations structurelles à opérer chez les constructeurs automobiles constituent un autre risque de dégradation par rapport aux prévisions et pourraient entraîner des pertes d'emplois ; à l'inverse, un rebond de l'activité est probable si des facteurs temporaires devaient expliquer, pour une bonne part, le ralentissement de l'activité de ces derniers temps, et si les incertitudes commerciales venaient à être levées.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2019 Issue 2

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/9b89401b-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2019), « Allemagne », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2019 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/f96552f9-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.